

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS NOUVELLE CALEDONIE

Société anonyme au capital de 3 341 288 782 F. CFP
Siège social : 37 avenue Henri Lafleur, Quartier Latin, 98800 Nouméa (Nouvelle-Calédonie).
78 B 067 066 R.C.S. NOUMEA

Comptes annuels au 31 décembre 2017 approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017
(En milliers d'XPF)

Notes	En milliers d' XPF au 31 Décembre	31/12/2016	31/12/2017
2-4-5	Opérations interbancaires et assimilées	19 033 311	14 614 120
	- Caisse, Banques Centrales	9 416 662	7 342 644
	- Effets publics et valeurs assimilées	0	0
	- Créances sur les établissements de crédit	9 616 649	7 271 476
	.Comptes ordinaires	8 944 546	7 019 276
	.Comptes et prêts	672 103	252 200
	. Opération de pensions	0	0
3-4-5	Opérations avec la clientèle	80 685 262	83 039 301
	- Créances saines sur la clientèle	79 683 253	82 156 893
	.Créances commerciales	86 587	105 644
	.Comptes débiteurs	3 122 842	3 497 054
	.Autres crédits	76 473 824	78 554 195
	- Créances douteuses et douteuses-compromises	1 002 009	882 408
6	Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
6	Actions et autres titres à revenu variable	0	0
6	Participations et autres titres détenus à long terme	71 448	78 191
6	Parts dans les entreprises liées	139 175	139 175
7	Immobilisations incorporelles	38 723	31 664
7	Immobilisations corporelles	540 752	526 266
8	Autres actifs	200 403	194 214
8	Comptes de régularisation	1 471 382	1 388 765
	Total de l'actif	102 180 456	100 011 696
Notes	Hors bilan	31/12/2016	31/12/2017
14	Engagements de financement donnés	2 948 569	2 283 869
14	Engagements de garantie donnés	12 959 809	11 897 927
Notes	En milliers d'XPF au 31 décembre	31/12/2016	31/12/2017
		Avant affectation du résultat	
9	Opérations interbancaires et assimilées	18 818 011	14 496 035
	- Banques Centrales	0	0
	- Dettes envers les établissements de crédit	18 818 011	14 496 035
	.Comptes à vue	2 982 806	2 205 735
	.Comptes et emprunts à terme	14 165 108	10 605 380
	.Opérations de pension	1 670 097	1 684 920
10	Comptes créditeurs de la clientèle	76 770 932	78 540 079
	- Comptes à vue	50 409 778	53 979 290
	- Comptes à terme	2 252 372	633 725
	- Comptes d'épargne à régime spécial	24 074 044	23 901 580
	- Autres sommes dues	34 738	25 484
10	Dettes représentées par un titre	0	0
	- Bons de caisse	0	0
	- Autres Dettes Représentées par un titre	0	0
11	Autres passifs	404 127	394 823
11	Comptes de régularisation	876 781	1 075 079
12	Provisions	818 820	1 106 855
	Dettes subordonnées	0	0
	Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
13	Capitaux propres hors FRBG	4 491 785	4 398 825
	.Capital souscrit	3 341 289	3 341 289
	.Réserves	334 129	334 129
	.primes d'émission		0
12&13	.Provisions réglementées et subventions d'investissement	24 318	28 976
	.Report à nouveau	131 547	92 467
	.Résultat de l'exercice	660 502	601 964

	Total du passif	102 180 456	100 011 696
Notes	Hors bilan	31/12/2016	31/12/2017
14	Engagements de financement reçus	0	0
14	Engagements de garantie reçus	57 826 811	59 843 172

Charges		Produits		Compte de résultat social au 31 décembre (en milliers d'XPF)	Net		Note
2016	2017	2016	2017		2016	2017	
-347 743	-261 280	3 313 189	3 094 493	Produits (Charges) d'exploitation bancaire			
-194 966	-120 706	38 770	41 243	Intérêts et produits (charges) assimilés	2 965 446	2 833 213	
-152 777	-140 574	3 274 419	3 053 250	. Opérations avec les établissements de crédit	-156 196	-79 463	16
0	0	0	0	. Opérations avec la clientèle	3 121 642	2 912 676	17
0	0	0	0	. Opérations de crédit-bail et assimilés	0	0	
0	0	0	0	. Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre	0	0	
0	0	0	0	. Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	
		41 552	38 627	Revenus des titres à revenu variable	41 552	38 627	
		41 552	38 627	.Dividendes et produits assimilés	41 552	38 627	18
		1 486 359	1 506 583	Commissions : produits	1 486 359	1 506 583	16-17
-11 070	-8 582			Commissions : charges	-11 070	-8 582	16-17
-1 032	-1 935	139 942	121 711	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	138 910	119 776	
0	0	0	0	. titres de transaction			
-1 032	-1 935	139 942	121 711	. opérations de change	138 910	119 776	15
0	0	0	0	. instruments financiers	0	0	15
0	0	0	0	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0	
0	0	0	0	. titres de placement	0	0	
0	0	0	0	. titres de l'activité de portefeuille	0	0	
		229 149	236 392	Autres produits d'exploitation bancaire et assimilés	229 149	236 392	15
-27 400	-16 262			Autres charges d'exploitation bancaire et assimilés	-27 400	-16 262	15
-387 245	-288 059	5 210 190	4 997 806	Produit net bancaire	4 822 945	4 709 747	15
-2 917 515	-2 986 557			Charges générales d'exploitation	-2 917 515	-2 986 557	
-1 595 527	-1 522 312			. Frais de personnel	-1 595 527	-1 522 312	20
-1 321 988	-1 464 245			. Autres frais administratifs	-1 321 988	-1 464 245	
-122 904	-123 309			Dot. aux amort. et aux dépréciations s/immob. incorporelles et corporelles	-122 904	-123 309	7
-3 427 664	-3 397 925	5 210 190	4 997 806	Résultat brut d'exploitation	1 782 526	1 599 881	
-151 389	-192 524	183 032	210 166	Coût du Risque	31 643	17 642	4
-3 579 053	-3 590 449	5 393 222	5 207 972	Résultat d'exploitation	1 814 169	1 617 523	
0	0	24 347	22	Gains et pertes sur actif immobilisés	24 347	22	19
-3 579 053	-3 590 449	5 417 569	5 207 994	Résultat courant avant impôt	1 838 516	1 617 545	
0	0	0	0	Résultat exceptionnel	0	0	21
-1 172 969	-1 010 923	0	0	Impôts sur les bénéfices	-1 172 969	-1 010 923	22
-9 648	-15 119	4 602	10 461	Dotations /reprises et provisions réglementées	-5 046	-4 658	12
-4 761 670	-4 616 491	5 422 171	5 218 455	Résultat net	660 502	601 964	

III. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de la manière suivante : (En XPF)

Bénéfice net de l'exercice	601.964.195
Réserve extraordinaire	0
Report à nouveau	92.467.068
Total	624.431.263
Dotation à la réserve	0
Dividende	565.250.000
Report à nouveau	129.181.263
Total	624.431.263

L'Assemblée Générale décide une distribution du dividende d'un montant de 565 250 000 XPF.

Le dividende d'un montant de 565.250.000 XPF correspond à une distribution de 323 XPF (arrondi) par action au nominal de 1.909,307875200 XPF.

Le dividende de l'exercice 2017 sera mis en paiement à compter du 24 mai 2018.

Le dividende proposé est éligible à l'abattement qui résulte de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 47 de la loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, il est rappelé que les sommes distribuées au titre des trois derniers exercices s'élevaient à:

Exercice	Nominal de l'action	Nombre d'actions	Dividende net par action	Montant de la distribution en XPF
2014	1.909,307875200	1.750.000	585	1.023.269.689
2015	1.909,307875200	1.750.000	555	971.718.377
2016	1.909,307875200	1.750.000	400	792.049.406

L'Assemblée Générale, décide d'affecter la somme de **36.714.195 XPF** du bénéfice de l'exercice qui s'élève à la somme de 601.964.195 XPF au compte report à nouveau, étant rappelé que la réserve légale est intégralement dotée.

A l'issue de cette affectation, le compte report à nouveau présentera un solde de 129.181.263 XPF.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

IV. — Annexes.

Note n° 1 : Principes comptables et de présentation des états financiers de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie.

— Activité

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est un établissement de crédit agréé par le Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement. Elle est détenue à 100% par le groupe BNP Paribas. Son siège est situé Nouméa. Elle opère son activité de banque de détail en Nouvelle-Calédonie.

— Principes généraux

Les états financiers sont établis conformément aux principes comptables applicables en France aux établissements de crédit et aux dispositions du règlement CRC n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC)

Les comptes sont établis et présentés en milliers de Francs Pacifique.

— Changement de méthode

Il n'y a pas de changement de méthode comptable applicable à BNP Paribas Nouvelle-Calédonie réalisé au cours de l'exercice ayant un impact sur la comparabilité des comptes. Les règles de présentation des comptes sont similaires à celles pratiquées lors de l'exercice précédent.

— Faits marquant de l'exercice

En Assemblée Générale Mixte du 10 mai 2017, les actionnaires ont décidé du transfert du siège de BNP PARIBAS Nouvelle-Calédonie de Paris à Nouméa.

— Situation de liquidité de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie

Les accords de refinancement avec le groupe BNP Paribas dans le cadre de la gestion actif-passif permettent à BNP Paribas Nouvelle-Calédonie de respecter les ratios réglementaires de liquidité.

— Principes comptables

- Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie applique le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit du groupe BNP Paribas. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois ou plus de six mois en matière immobilière ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Ces garanties sont notamment constituées de garanties hypothécaires et nantissements obtenus par la banque pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration, conclue à des conditions hors marché, d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprise au résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une

première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance. Lorsque tous les recours par voie judiciaire et amiable ont été épuisés et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées sous la rubrique "Coût du risque".

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts » tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

- Contrats d'épargne et de prêts réglementés

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée. Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimum attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne.

Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

Au regard du niveau non significatif des encours d'épargne logement, il n'a pas été identifié en date de clôture de situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, entraînant une absence de provisionnement à ce sujet.

- Titres

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement CRC n° 2014-07 de l'ANC, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la provision relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie ne comptabilise à son bilan que des autres titres détenus à long terme ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises liées.

• Autres titres détenus à long terme

Les "Autres titres détenus à long terme" sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Nouvelle-Calédonie entend détenir durablement pour en retirer à plus

ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

• *Titres de participation et parts dans les entreprises liées*

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Nouvelle-Calédonie dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est supérieur ou égal à 10%.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenues dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Nouvelle-Calédonie dispose d'un contrôle exclusif, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le Groupe.

Les titres détenus dans ces catégories sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition.

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice pour déterminer individuellement leur valeur d'utilité, sur la base notamment de la quote-part de la situation nette comptable de la société dont ils relèvent.

L'appréciation de la valeur économique des sociétés entre aussi en considération pour la constatation de dépréciations éventuelles. Les moins-values latentes, calculées valeur par valeur, pouvant résulter de cette évaluation, donnent lieu, le cas échéant, à une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

- *Immobilisations*

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition augmentée des coûts directement attribuables d'installation ou d'adaptation (logiciels).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation.

La durée de vie estimée est de 20 ans pour les immeubles, de 4 ans pour le matériel roulant, 4 ans pour les logiciels informatiques, les autres immobilisations varient entre 5 et 10 ans et le matériel informatique sur 5 ans.

La durée d'amortissement retenue pour les logiciels d'infrastructure est de 8 ans (V400 par exemple).

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an. Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

- *Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle*

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature: dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

- *Dettes représentées par un titre*

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

- *Fonds pour risques bancaires généraux*

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie constitue des fonds pour risques bancaires généraux destinés à la couverture de risques lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires.

Ces fonds font l'objet de dotations ou de reprises identifiées au compte de résultat sous la rubrique "Dotation, reprise aux fonds pour risques bancaires généraux".

- Provisions non liées à des opérations bancaires

BNPP Paribas Nouvelle-Calédonie constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

- Coût du risque

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

- Instruments de change à terme

Les contrats de change à terme conditionnels sont évalués au prix de marché, les écarts d'évaluation étant constatés dans le résultat de l'exercice. Il en est de même pour les contrats de change à terme fermes lorsqu'il s'agit d'opérations de transaction. Les contrats initiés dans le cadre d'opérations de couverture sont valorisés au cours du comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les différences d'intérêt relatives aux opérations de change à terme couvertes ou reports-dépôts, sont traitées conformément au principe de spécialisation et rapportées aux résultats sur la durée effective de l'opération couverte.

- Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les gains et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion, sur la base des cours officiels de fin d'exercice, des actifs en devises détenus d'une façon durable sont inscrits dans les comptes d'écart de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs (pour les actifs financés en XPF) ou sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants (pour les actifs financés directement en devises).

- Impôts

La banque est soumise à l'impôt sur les sociétés en conformité avec la législation fiscale de chaque territoire où elle opère. En Nouvelle-Calédonie, le taux de l'impôt s'élève à 30%. Il est majoré depuis le 1er janvier 2005 de la contribution sociale additionnelle à l'impôt dont le barème est le suivant :

- 5 % pour la tranche de bénéfices comprise entre 200 millions XPF et 300 millions XPF
- 10 % pour la tranche de bénéfices comprise entre 300 millions XPF et 400 millions XPF
- 15 % pour les bénéfices supérieurs à 400 millions XPF

- Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie sont classés en trois catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, constitués notamment par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, par les primes de fin de carrière.

• Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

• Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées, le cas échéant, sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

• Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie ainsi que les régimes de retraite complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Ces avantages sont calculés par le groupe BNP Paribas S.A.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Depuis le 1er janvier 2013, BNP Paribas Nouvelle-Calédonie applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » a été abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est donc représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes..

La provision relative aux indemnités de fin de carrière est calculée par différence entre l'engagement déterminé et la valeur vénale des fonds investis auprès du groupe AXA avec lequel a été conclu un contrat de gestion des indemnités.

- Enregistrement des produits et charges

Les produits et charges sont enregistrés selon le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service (notamment les frais de mise en place lors de l'octroi de crédits immobiliers) sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Note n° 2 : Opérations interbancaires et assimilées

En milliers d'XPF au 31 décembre	31/12/2016			31/12/2017		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
Caisse, Banques Centrales	9 416 662	0	9 416 662	7 342 644	0	7 342 644
.dt intérêts courus	0	0	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
.dt intérêts courus	0	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de Crédit	9 616 649	0	9 616 649	7 271 476	0	7 271 476
- Comptes ordinaires	8 944 546		8 944 546	7 019 276		7 019 276
.dt créances sur entreprises liées	6 454 915		6 454 915	4 542 504		4 542 504
.dt intérêts courus	7 076		7 076	11 036		11 036
- Comptes et prêts	672 103		672 103	252 200		252 200
.dt créances sur entreprises liées	654 939		654 939	246 855		246 855
.dt intérêts courus	17 160		17 160	5 345		5 345
- Opérations de pension	0		0	0		0
.dt intérêts courus	0		0	0		0
.Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	0		0	0		0
Total	19 033 311	0	19 033 311	14 614 120	0	14 614 120
.dt intérêts courus	24 236		24 236	16 381		16 381

Note n° 3 : Opérations avec la clientèle

En milliers d'XPF au 31 décembre	31/12/2016			31/12/2017		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
- Crédits sains	79 683 253	0	79 683 253	82 156 893	0	82 156 893
.Créances commerciales	86 587	0	86 587	105 644	0	105 644
.dt intérêts courus	867		867	772		772
Sociétés	77 312		77 312	95 715		95 715
Entrepreneurs Individuels	8 408		8 408	9 157		9 157
Particuliers	0		0	0		0
Autres	0		0	0		0
.Comptes débiteurs	3 122 842	0	3 122 842	3 497 054	0	3 497 054
.dt intérêts courus	-174		-174			

Sociétés	2 921 275		2 921 275	3 297 396		3 297 396
Entrepreneurs Individuels	12 811		12 811	18 195		18 195
Particuliers	188 545		188 545	180 439		180 439
Autres	385		385	1 189		1 189
.Autres crédits	76 473 824	0	76 473 824	78 554 195	0	78 554 195
.dt intérêts courus	122 086		122 086	116 361		116 361
Sociétés	29 169 380		29 169 380	30 935 174		30 935 174
Entrepreneurs Individuels	383 241		383 241	395 376		395 376
Particuliers	46 498 313		46 498 313	46 791 818		46 791 818
Autres	300 804		300 804	315 301		315 301
.Restructurés	88	0	88	0	0	0
.dt intérêts courus	0		0	0		0
- Douteux et Douteux compromis	2 310 290	1 308 281	1 002 009	2 162 286	1 279 878	882 408
douteux	1 268 441	632 474	635 967	1 022 894	554 275	468 619
.dt intérêts courus	0		0	0		0
.dt effets désactualisation	209 953		209 953	215 935		215 935
douteux compromis	1 041 849	675 807	366 042	1 139 392	725 603	413 789
.dt intérêts couru			0			0
Total	81 993 631	1 308 281	80 685 350	84 319 179	1 279 878	83 039 301
.dt intérêts courus	122 779	0	122 779	117 133	0	117 133

Note n°4 : Provisions sur créances interbancaires et clientèles

En milliers d'XPF au 31 Décembre	Encours de dépréciations au 31/12/2016	Dotations aux dépréciations de l'exercice a	Reprises sur dépréciations disponible de l'exercice b	Utilisations des dépréciations de l'exercice c	Encours de dépréciations au 31/12/2017
Provisions inscrites en déduction de l'actif	1 308 281	158 232	167 272	19 363	1 279 878
- sur Caisse, instituts d'émission et sur concours aux établissements de crédits	0	0	0	0	0
- sur opérations avec la clientèle	1 308 281	158 232	167 272	19 363	1 279 878
encours douteux et douteux compromis Sociétés	888 520	49 693	125 339	4 695	808 179
encours douteux et douteux compromis EI	135 862	4 338	5 180	4 191	130 829
encours douteux et douteux compromis Particuliers	283 899	104 201	36 753	10 477	340 870
encours douteux et douteux compromis Autres		0	0	0	0
Provisions inscrites au passif	40 996	12 202	21 859	0	31 339
- sur engagements par signature	40 996	12 202	21 859	0	31 339
encours douteux et douteux compromis Sociétés	38 972	12 202	21 859	0	29 315
encours douteux et douteux compromis E.I.	2 024	0	0	0	2 024
encours douteux et douteux compromis Particuliers	0	0	0	0	0
encours douteux et douteux compromis Autres	0	0	0	0	0
- provision pour litiges divers	0	0	0	0	0
Total	1 349 277	170 434	189 131	19 363	1 311 217

Coût du risque (en milliers d'XPF)	31/12/2016	31/12/2017
Créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-2 807	-2 727
Créances irrécupérables couvertes par des dépréciations	-7 810	-18 209
Dépréciations sur créances douteuses utilisées	8 178	19 363
Abandon de désactualisation	-1 689	-1 154
Constitution de dépréciations sur créances douteuses	-139 083	-170 434
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	174 024	189 131
Récupération sur créances amorties	830	1 672
Total	31 644	17 642

Note n° 5 : Répartition des créances saines par durées résiduelles d'échéances interbancaires et clientèles

En milliers d' XPF au 31 Décembre	Durée résiduelle inférieure à 3 mois	Durée résiduelle Comprise entre 3 mois et 1 an	Durée résiduelle Comprise entre 1 et 5 ans	Durée résiduelle supérieure à 5 ans	Total 31/12/2017
Opérations interbancaires et assimilées	14 501 875	112 245	0	0	14 614 120
- Caisse, Banques Centrales	7 342 644	0	0	0	7 342 644
- Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0
- Créances sur les établissements de crédit (1)	7 159 231	112 245	0	0	7 271 476
.Comptes ordinaires	7 019 276	0			7 019 276
.Comptes et prêts	139 955	112 245	0	0	252 200
.Opérations de pension	0	0	0	0	0
. Prêts subordonnés					0

Opérations avec la clientèle	6 246 286	7 948 909	31 147 242	36 814 456	82 156 893
- Créances sur la clientèle (2)	6 246 286	7 948 909	31 147 242	36 814 456	82 156 893
. Comptes débiteurs	3 497 054				3 497 054
. Créances commerciales et autres crédits	2 749 232	7 948 909	31 147 242	36 814 456	78 659 839
<i>dt Prêts d'épargne-logement</i>	<i>2 018</i>	<i>6 137</i>	<i>35 665</i>	<i>70 244</i>	<i>114 064</i>
. Opérations de pension	0	0	0	0	0
. Prêts subordonnés	0	0	0	0	0
. Restructurés	0	0	0	0	0
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	0	0
Total	20 748 161	8 061 154	31 147 242	36 814 456	96 771 013

(1) Les créances à vue (sans échéance et remboursables à première demande ou échues) sur les établissements de crédit, s'élèvent au 31 décembre 2017 à 7 019 276 KXPF contre 8 944 511 KXPF au 31 décembre 2016.

(2) nous n'avons pas de crédit à durée indéterminée sur la clientèle

Note n° 6 : Titres à revenus variables, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'XPF au 31 décembre	31/12/2016			31/12/2017		
	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable Nette	Valeur Estimative	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable Nette	Valeur Estimative
Actions et titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
- Titres de placement	0	0	0	0	0	0
Parts dans les entreprises liées	139 175	139 175	342 502	139 175	139 175	339 528
Titres de participation						
Et autres titres détenus	71 448	71 448	471 856	78 191	78 191	483 902
- Titres de participation non cotés	71 448	71 448	471 856	78 191	78 191	483 902
- Titres cotés	0	0	0	0	0	0
Total	210 623	210 623	814 358	217 366	217 366	823 430

Note n° 7 : Immobilisations financières, incorporelles et corporelles

En milliers d'XPF au 31 décembre	Montant Brut Début 2017	Acquisitions (1)	Cessions (1)	Montant Brut Fin 2017	Cumul Dépréciations début 2017	Dotations	Reprises	Cumul Dépréciations Fin 2017	Montant Net Fin 2017
- Parts dans les entreprises liées	139 175	0	0	139 175	0	0	0	0	139 175
- Participations et autres titres détenus à long terme	71 448	7 102	359	78 191	0	0	0	0	78 191
Total des immobilisations financières	210 623	7 102	359	217 366	0	0	0	0	217 366
- Immobilisations incorporelles	565 793	0	0	565 793	531 210	8 407	0	539 617	26 176
- Immobilisations en cours	4 140	1 348	0	5 488	0	0	0	0	5 488
Total des immobilisations	569 933	1 348	0	571 281	531 210	8 407	0	539 617	31 664
Incorporelles									
- Terrains, constructions, installations et aménagements des constructions	310 840	10 642	7 310	314 172	212 463	11 114	7 232	216 345	97 827
- Equipement, mobilier, installations générales agencements et aménagements divers	1 948 821	115 396	2 201	2 062 016	1 532 950	103 788	440	1 636 298	425 718
- Immobilisations en cours	26 509	2 583	26 371	2 721	5	0	5	0	2 721
Total des immobilisations	2 286 170	128 621	35 882	2 378 909	1 745 418	114 902	7 677	1 852 643	526 266
Corporelles									
Total	3 066 726	137 071	36 241	3 167 556	2 276 628	123 309	7 677	2 392 260	775 296

(1) Acquisitions, cessions, mouvements provenant des Immobilisations en cours.

Note n° 8 : Comptes de régularisation et autres actifs

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2016	31/12/2017
Comptes de régularisation - Actif	1 471 382	1 388 765
- Comptes d'encaissement	1 222 802	1 156 735
- Produits à recevoir	97 895	172 656
- Charges constatées d'avance	37 286	32 861
- Autres comptes de régularisation débiteurs	113 399	26 513
Autres actifs	200 403	194 214
- Débiteurs divers	200 387	177 211
. Sièges et succursales	0	0
. Autres débiteurs divers	200 387	177 211
-Comptes de stocks et autres emplois	16	17 003
. Autres débiteurs divers	16	17 003

- Instruments conditionnels taux d'intérêt		0
Total	1 671 785	1 582 979

Note n° 9 : Répartition des dettes interbancaires par durées résiduelles

En milliers d'XPF au 31 décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise 3 mois et 1 an	Echéance comprise 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2017
Comptes créditeurs interbancaires et assimilées	9 890 086	4 058 108	547 841	0	14 496 035
. Banques centrales	0	0	0	0	0
. Dettes envers les établissements de crédit	9 890 086	4 058 108	547 841	0	14 496 035
- Comptes ordinaires	2 205 735	0	0	0	2 205 735
<i>dt dettes sur entreprises liées</i>	543 919				543 919
<i>dt autres sommes dues</i>	989 181				989 181
<i>dt intérêts courus (2)</i>	2 006				2 006
- Comptes et emprunts (1)	5 999 431	4 058 108	547 841	0	10 605 380
<i>dt dettes sur entreprises liées</i>	5 980 710	4 053 590	527 935	0	10 562 235
<i>dt intérêts courus (2)</i>	14 212				14 212
- Opérations de pension	1 684 920	0	0	0	1 684 920
. valeurs données en pension ou vendues ferme	1 684 920				1 684 920
Total	9 890 086	4 058 108	547 841	0	14 496 035

(1) Les comptes et emprunts enregistrent les opérations effectuées au jour le jour ou à terme, et ne faisant l'objet d'aucun échange de support sous forme d'effet ou de titre.

(2) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n°10 : Répartition des dettes sur la clientèle, bons de caisse et créances négociables, par durées résiduelles

en milliers d'XPF 31 Décembre	Échéance Inférieure à 3 mois	Échéance comprise entre 3 mois et 1 an	Échéance comprise entre 1 an et 5 ans	Échéance Supérieure à 5 ans	Total 31/12/2017
Comptes créditeurs	77 501 530	418 973	313 559	306 017	78 540 079
- Comptes ordinaires	53 979 290	0	0	0	53 979 290
<i>dt intérêts courus (1)</i>	52				52
- Comptes créditeurs à terme	398 785	234 940	0	0	633 725
<i>dt intérêts courus (1)</i>	1 090				1 090
- Comptes d'épargne à régime spécial	23 097 971	184 033	313 559	306 017	23 901 580
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
<i>dt PEL</i>	433 312	184 033	313 558	306 017	1 236 921
<i>dt CEL</i>	59 070				59 070
- Autres sommes dues	25 484	0	0	0	25 484
<i>dt intérêts courus (1)</i>	0				0
- Opérations de pensions	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
- Bons de caisse	0	0	0	0	0
<i>dt intérêts courus (1)</i>					
- Autres Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Total	77 501 530	418 973	313 559	306 017	78 540 079

(1) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n° 11 : Comptes de régularisation et autres passifs

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2016	31/12/2017
Comptes de régularisation - Passif	876 781	1 075 079
- Comptes indisponibles sur opération de recouvrement	15 712	23 859
- Charges à payer	356 373	360 935
- Produits constatés d'avance	346 191	347 000
- Provision pour participation et intéressement	33 687	36 071
- Autres comptes de régularisation créditeurs	124 818	307 214
Autres passifs	404 127	394 823
- Créditeurs divers	404 127	394 823
. Sommes dues à l'administration fiscale et organismes paritaires	372 673	365 274
. Rémunération due au personnel		
. Autres créditeurs divers	31 454	29 549
Total	1 280 908	1 469 902

Note n° 12 : Provisions

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2016	Dotations	Utilisations	Autres Reprises	31/12/2017
- Provisions	818 820	374 827	20 532	66 260	1 106 855
- Provision pour risques d'exécution des engagements de signatures	40 996	12 202	0	21 859	31 339
- Provision pour indemnités de départ en retraite	221 390	14 304	2 903	35 748	197 043
- Provision pour risques divers / PLAN ISIS	11 953	6 164	8 187	0	9 930
- Provision pour primes de médailles	183 384	10 027	9 442	0	183 969
- Provisions pour Bonus Base Action	0	0	0	0	0
- Provisions PEL/CEL	11 414	0	0	1 180	10 234
- Autres provisions	22 447	25 630	0	7 473	40 604
- Provisions pour risque fiscal	327 236	306 500	0	0	633 736
- Provisions règlementées	24 318	15 119	0	10 461	28 976
- Provision pour amortissements dérogatoires	24 318	15 119	0	10 461	28 976
- Total	843 138	389 946	20 532	76 721	1 135 831

Note n° 13 : Affectation du résultat et variation des fonds propres

En milliers d'XPF au 31 décembre	31/12/2016	Affectation résultat 2016	Autres variations	31/12/2017	Affectation proposée	Après affectation proposée
Capital (1)	3 341 289			3 341 289		3 341 289
Primes liées au capital						
- prime d'émission						
- prime de fusion						
Réserves	334 129			334 129		334 129
- légale	334 129			334 129		334 129
- réglementées (PVLt + réévaluation)						
- libres						
Provisions réglementées	24 318		4 658	28 976		28 976
Report à nouveau	131 547	-39 080	0	92 467	36 714	129 181
Distribution dividende		699 582			565 250	
Résultat	660 502	-660 502	601 964	601 964	-601 964	0
Total	4 491 785	0	606 622	4 398 825	0	3 833 575

(1) Le capital social est composé de 1 750 000 actions de 1 909 XPF chacune

Note n° 14 : Engagements donnés et reçus

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2016	31/12/2017
- Engagements donnés	15 908 378	14 181 796
- Engagement de financement	2 948 569	2 283 869
- Engagement de garantie	12 959 809	11 897 927
- Engagement sur titres	0	0
- Engagements reçus	57 826 811	59 843 172
- Engagement de financement	0	0
- Engagement de garantie	57 826 811	59 843 172
- Engagement sur titres	0	0

Note n° 15 : Produit net bancaire

En milliers d'XPF au 31 décembre	2016			2017			Notes
	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. produits (charges)	Total	
Operations avec les établissements de crédit	(156 196)	4 761	(151 435)	(79 463)	7 444	(72 019)	16
Operations avec la clientèle	3 121 642	1 470 527	4 592 169	2 912 676	1 490 557	4 403 233	17
Charges sur dettes représentées par un titre							17
- Bons de caisse							
- Titres de créances négociables							
- Titres du marché interbancaire							
Intérêts et produits assimilés sur obligations							
Et autres titres à revenu fixe							18
Revenus des titres à revenu variable	41 552		41 552	38 627		38 627	18
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles							
De négociation	138 910		138 910	119 776		119 776	
- Titres de transaction						0	
- Opérations de change	138 910		138 910	119 776		119 776	
- Instruments financiers						0	

Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles De placement et assimilés <i>- Portefeuille-titres de placement</i>							18
Total des produits (charges) d'exploit. bancaire	3 145 908	1 475 288	4 621 196	2 991 616	1 498 001	4 489 617	
Autres produits (charges) d'exploit. Bancaire		201 749	201 749		220 130	220 130	
Produit net bancaire	3 145 908	1 677 037	4 822 945	2 991 616	1 718 131	4 709 747	

Note N° 16 : Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'XPF au 31 décembre	Produits (charges) nets	
2016	2017	2016	2017		2016	2017
-194 966	-120 706	38 770	41 243	. Total des intérêts et produits (charges) assimilés	-156 196	-79 463
-194 528	-120 706	38 770	41 243	. Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	-155 758	-79 463
-438	0	0	0	. Intérêts sur valeurs reçues (données) en pension	-438	0
0	0	0	0	. Charges sur titres participatifs	0	0
0	0	0	0	. Produits (charges) sur opérations de hors-bilan	0	0
-7 312	-5 347	12 073	12 791	. Total des Commissions	4 761	7 444
-7 312	-5 347	12 073	12 791	. Commissions sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	4 761	7 444
0	0	0	0	. Commissions sur opérations Hors Bilan	0	0
-202 278	-126 053	50 843	54 034	Total	-151 435	-72 019

Note n° 17 : Produits et charges sur opérations avec la clientèle

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'XPF au 31 décembre	Net des Produits et Charges d'exploitation	
2016	2017	2016	2017		2016	2017
-160 672	-140 574	3 282 314	3 053 250	. Total des intérêts et produits (charges) assimilés	3 121 642	2 912 676
-160 672	-140 574	3 282 314	3 053 250	. Intérêts : produits sur créances et charges sur comptes créditeurs de la clientèle	3 121 642	2 912 676
0	0	0	0	. Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
-3 759	-3 235	1 474 286	1 493 792	. Total des commissions et produits (charges) assimilés	1 470 527	1 490 557
0	0	674 056	655 982	. Commissions/ opérations avec la clientèle	674 056	655 982
0	0	0	0	. Commissions/ opérations sur titres	0	0
0	0	14 303	16 193	. Commissions/ opérations de change	14 303	16 193
-3 759	-3 235	719 177	727 214	. Commissions/ prestations de services financiers	715 418	723 979
0	0	361 348	382 596	. dont commissions sur moyens de paiement	361 348	382 596
0	0	66 751	94 404	. Commissions sur opérations de hors-bilan	66 751	94 404
0	0	3 538	2 170	. sur les engagements de financement	3 538	2 170
0	0	63 212	69 236	. sur les engagements de garantie	63 212	69 236
0	0	0	22 997	. sur les produits financiers à terme	0	22 997
-164 431	-143 809	4 756 600	4 547 042	Total	4 592 169	4 403 233

Note n° 18 : Produits des participations et autres titres à long terme

En milliers d'XPF au 31 décembre	2016	2017
Revenus sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
- Titres de placement	0	0
- Titres d'investissement	0	0
Revenus des portefeuilles-titres à revenu variable :	41 552	38 627
- Titres de participation + autres titres détenus à long terme	41 552	38 627
Gains (Pertes) sur opérations financières liées aux portefeuilles-titres	0	0
- Gains (pertes) sur titres de placement à revenu fixe		
- Résultats réalisés sur cessions	0	0
. plus-values	0	0
. moins-values	0	0
- Reprise (Dotation) nette aux provisions pour dépréciation	0	0
. dotation aux provisions pour dépréciation	0	0
. reprise de provisions pour dépréciation	0	0
- Gains (pertes) sur titres de transaction	0	0
Total	41 552	38 627

Note n° 19 : Plus ou moins-values sur immobilisations

En milliers d'XPF au 31 décembre	2016	2017
Plus ou moins-values sur immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	24 347	22
PV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	24 347	22
MV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	0	0

Résultats de cession & provisions sur immobilisations financières	0	0
- Plus-values (moins-values) de cession sur immobilisations financières	0	0
<i>. participations et parts dans les entreprises liées non consolidées</i>		
<i>. autres titres détenus à long terme</i>	0	0
- Reprises (Dotations) de provisions pour dépréciation Immob. financières	0	0
<i>. titres d'investissements (issus d'un reclassement)</i>	0	0
<i>. participations et parts dans les entreprises liées non consolidées</i>	0	0
<i>. autres titres détenus à long terme</i>	0	0
Total	24 347	22

Note n° 20 : Frais de personnel

En milliers d'XPF au 31 décembre	2016	2017
- Salaires et traitements	-1 100 212	-1 099 545
- Autres charges	-460 272	-385 168
<i>- Indemnités de départ à la retraite et charges de retraites</i>	-416 333	-342 014
<i>- Dotations et reprises pour autres engagements sociaux</i>	-2 378	-585
<i>- Autres charges sociales</i>	-41 561	-42 569
- Intéressement et participation des salariés	-33 686	-36 071
<i>- Participation des salariés</i>	0	0
<i>- Intéressement des salariés</i>	-33 686	-36 071
- Impôts, taxes et verst. Assimilés sur rémunérations	-1 357	-1 527
Total	-1 595 527	-1 522 312

Note n° 21 : Produits et charges exceptionnels

en milliers d'XPF au 31 décembre	2016	2017
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Total	0	0

Note n° 22 : Impôts

En milliers d' XPF au 31 décembre	2016	2017
Charge des impôts courants de l'exercice	-923 576	-829 366
Charge des impôts courants de l'exercice A-1	-84 357	-14 057
Provisions pour risque fiscal	-165 036	-167 500
Charge nette d'impôts	-1 172 969	-1 010 923

Note n° 23 : Produits et charges sur opérations avec les entreprises liées

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d' XPF au 31 décembre	Solde	
2016	2017	2016	2017		2016	2017
-175 993	-109 548	22 035	22 634	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	-153 958	-86 914
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
0	0	0	0	Charges et produits sur empr. ou prêts subordonnés remboursables	0	0
0	0	0	0	Charges sur titres sub. à durée indéterminée et titres participatifs.	0	0
0	0	0	0	Produits (charges) sur opérations de hors bilan	0	0
-175 993	-109 548	22 035	22 634	Total des intérêts et produits (Charges) assimilés (1)	-153 958	-86 914
0	0	0	0	Com. sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	0	0
0	0	0	0	Commissions sur opérations sur titres	0	0
0	0	0	1	Commissions sur opérations de change	0	1
0	0	0	28	Commissions sur opérations de hors-bilan	0	28
-2 286	-2 033	279 475	289 505	Commissions et produits (charges) divers	277 189	287 472
-2 286	-2 033	279 475	289 533	Total des commissions et divers produits (charges) (2)	277 189	287 500
-178 279	-111 581	301 510	312 167	Total des produits (charges) sur opérations avec les entreprises liées	123 231	200 586

(1) Dont Intérêts sur opérations avec :

BNP Paribas (charges : 108 840 / produits : 17 489)

BNP BWF (charges : 708 / produits : 0)

BNP NY (charges : 0 / produits : 5 144)

BNP Suisse (charges : 185 / produits : 0)

(2) Dont Commissions sur opérations avec :

BNP Paribas (charges : 1 847 / produits : 1 708)

BNPP Asset Management (charges : 0 / produits : 15 369)

Cardif Assurance Vie (charges : 0 / produits : 259 638)

BNP BWF (charges : 0 / produits : 12 791)

BNP Lease Group (charges : 0 / produits : 28)

Note n° 24 : Autres informations

I. - Rémunération des organes de Direction

L'information globale des rémunérations des membres des organes d'administration et de direction porterait préjudice à certains d'entre-eux, et n'est par conséquent pas mentionné dans l'annexe des comptes annuels, comme le prévoit le décret n°94-663 du 02/08/94.

II. - L'effectif moyen se décompose de la façon suivante

	2016	2017
Effectif Moyen	171	167
- dont cadres	25	21
- dont techniciens & employés	146	146

III. - Appartenance au groupe BNP Paribas :

Les comptes de BNP Paribas Nouvelle Calédonie sont inclus dans les comptes consolidés, consultables 16 Boulevard des Italiens 75 009 PARIS Cedex, établis par BNP Paribas SA SIRET 66204244900014

Renseignements concernant les filiales et participations (art. 247 et 295 du décret du 23 mars 1967)

Filiales et Participations (en milliers d'euros)	N° SIREN	Capital	Capitaux propres autre que le Capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur Comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffres d'affaires du der- nier exercice	Bénéfice net ou perte() du dernier exercice	Divi- dendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés											
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)											
- Banque de Wallis et Futuna	91 B 210	455 000	210 898	50,99	139 175	139 175	0	0	4 950 526	50 918	26 004
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)											
- Calédonienne de Services Bancaires CSB	300137.001	104 000	1 042 786	15,38	16 000	16 000	0	0	1 647 589	212 250	12 615
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations :											
1. Filiales non reprises au paragraphe A											
a) Filiales françaises (ensemble)											
.....Néant											
b) Filiales étrangères (ensemble)											
.....Néant											
2. Participations non reprises au para- graphe A											
a) Dans des sociétés françaises (en- semble) ...Néant											
b) Dans des sociétés étrangères (en- semble) ...Néant											

Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices
(Articles 133,135 et 148 du décret sur les Sociétés commerciales)

Nature des indications	2013	2014	2015	2016	2017
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783
Nombre d'actions émises	1 750 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 846 786 121	5 840 280 788	5 737 430 549	5 166 546 067	4 946 197 684
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	2 319 314 444	2 413 892 840	2 269 952 029	1 976 366 945	1 832 985 305
Impôts sur les bénéfices	968 939 234	1 051 440 931	1 009 153 461	1 007 932 697	843 422 871
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux dépréciations et provisions	1 037 329 362	1 089 690 215	1 035 674 702	660 502 267	601 964 195
Montants des bénéfices distribués	1 017 004 773	1 023 269 690	971 718 377	699 582 339	565 250 000
Résultat des opérations réduits à une seule action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux dépréciations et provisions	772	779	720	553	565
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	593	623	592	377	344

Dividende versé à chaque action	581	585	555	400	323
Personnel					
Nombre de salariés au 31 Décembre	173	170	177	168	167
Montant de la masse salariale	1 092 324 461	1 125 457 041	1 152 361 217	1 147 983 771	1 137 226 513
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Oeuvres sociales, etc...)	342 182 804	442 253 580	369 524 820	418 867 661	409 433 473

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP Paribas Nouvelle Calédonie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537 /2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>BNP Paribas Nouvelle Calédonie est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur les prêts et garanties qu'elle octroie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Votre Banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en œuvre) sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Tel qu'indiqué dans les notes 3 et 4 des annexes aux états financiers, les encours bruts de prêts à la clientèle de la Banque s'élève au 31 décembre 2017 à 84 319,2 millions de francs pacifique dont 2 162,3 millions de francs pacifique de crédits douteux et douteux compromis provisionnés à hauteur de 1 279,9 millions de francs pacifique. Le coût du risque de l'exercice 2017 est un produit de 17,6 millions de francs pacifique.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit sur les prêts non souverains constituaient un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses et du processus de revue de crédit.</p> <p>Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.</p>

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP Paribas Nouvelle Calédonie par l'Assemblée Générale du 15 mai 2012 pour le cabinet Deloitte & Associés et le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 6^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 10^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de BNP Paribas Nouvelle Calédonie.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses signifi-

catives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822- 10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration, des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 3 mai 2018

Les commissaires aux comptes :

Mazars

Deloitte & Associés

Matthew BROWN

Sylvie BOURGUIGNON

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être consulté dans les locaux de BNP Paribas – 34, avenue de l'Opéra – 75002 Paris.